

Dijon, le 31/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (ISDD)**

Ecopôle des Grands Moulins  
21270 DRAMBON

Références : 0005402210/2022-152

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (ISDD) implanté Ecopôle des Grands Moulins 21270 DRAMBON . L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale "sous-traitance", déployée cette année sur les sites SSH ou SSB. Cette action nationale a pour objectif d'obtenir un état des lieux du niveau du respect des exigences réglementaires pour les trois thèmes suivants :

1. la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures ;
2. la maîtrise des procédures d'exploitation ;
3. la maîtrise des procédures d'urgence.

En complément, l'Inspection a contrôlé les suites données par l'exploitant par rapport aux observations formulées lors de la précédente inspection du 10 juin 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (ISDD)
- Ecopôle des Grands Moulins 21270 DRAMBON
- Code AIOT dans GUN : 0005402210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société Suez exploite sur le site plusieurs installations classées dont en particulier une ISDD, une unité de stabilisation de déchets dangereux (unité PSS), une plate-forme "terres et mâchefers" et une unité de traitement des lixiviats (Biovalix)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale "sous-traitance"
- Suites données à la précédente inspection juin 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - ARF	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.5.4	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - liste MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.7.1	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - suivi MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.7.1	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - suivi MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.7.2	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - SGS / Rex	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - état des stocks	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 6.1.1	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - végétation	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.2.5	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - exercice POI	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.9.3.1	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - bassin pompier	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.4.5	/	Sans objet
Suites inspection 2021 - tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 6.1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant appréhende correctement sur son site la problématique liée à la sous-traitance. Ce contrôle n'a pas conduit à interroger des entreprises extérieures (il n'était pas programmé de travaux de maintenance le jour de la visite).

L'exploitant s'assure que les sous-traitants disposent des habilitations ou formations nécessaires selon la nature des interventions. D'un point de vue situation d'urgence, le visionnage obligatoire d'une vidéo sécurité pour chaque nouvel arrivant, couplé à un questionnaire, est un plus non négligeable pour informer en amont des risques inhérents aux installations et de la posture à tenir

en cas d'accident.

Concernant les suites données à la précédente inspection, celles-ci sont jugées adaptées et satisfaisantes. L'exploitant a mis en oeuvre les actions nécessaires pour répondre aux observations ou aux demandes de compléments.

Deux observations sont formulées à l'issue de la présente visite.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas en tant que tel d'une liste des sous-traitants susceptibles d'intervenir sur le site. Seule la société sous-traitante Suez BioÉnergie, qui a à charge l'exploitation de l'unité Biovalix et du réglage réseau de biogaz, intervient de manière continue sur le site (équipe d'astreinte dédiée).  La direction du groupe fixe des contrats-cadres pour certaines prestations (vérification des installations électriques, vérification foudre, etc). Ces contrats-cadres peuvent imposer à l'exploitant un ou plusieurs prestataires. Pour les autres prestations, l'exploitant a la main sur le choix des entreprises extérieures.  En dehors du personnel Suez, aucun sous-traitant n'est autorisé à intervenir sur le site en cas d'accident / incident. L'exploitant distingue deux principaux types de sous-traitants : ceux qui apportent des déchets ou pas. Une procédure RC010 encadre la gestion de l'intervention des entreprises extérieures.  Les apporteurs de déchets sont soumis à une procédure dédiée (protocole chargement/déchargement) qui prévoit un rappel des règles de sécurité à travers une douzaine de vidéos (une pour chaque grande typologie de déchets (amiante, liquides, déchets dangereux, etc) ou type de chargement (vrac, citerne, palettes).  Pour tout le reste, chaque intervention d'un sous-traitant est soumis à l'établissement d'un plan de prévention et au visionnage d'une vidéo sécurité, couplé à un test (valable un an). L'exploitant peut extraire depuis son outil de suivi (Synergie) en temps réel la liste des plans de prévention établis ou en cours de préparation. Cette extraction précise notamment le nom de la société sous-traitante ou encore la nature de la prestation à réaliser ainsi que la date du dernier visionnage de la vidéo de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi un contrat-cadre avec la société Suez BioÉnergie en ce qui concerne l'unité biovalix et la gestion du réseau de biogaz. Celui-ci a été étudié dans le cadre d'une inspection ISDND et n'appelait pas de remarque particulière. Toutes les vérifications menées sont tracées et conduites par Suez BioÉnergie.  Les autres installations sont gérées par l'exploitant. Le SGS prévoit plusieurs procédures d'exploitation en fonction de l'unité, l'équipement ou l'installation exploitée. Chaque besoin d'intervention (préventif, curatif, maintenance courante, etc) fait l'objet d'une demande de service. Ces demandes de services sont gérées par le service de maintenance interne du site. Chaque matin est réalisé un briefing maintenance dans lequel il est décidé les demandes de service à effectuer en interne ou qui seront sous-traitées.  En ce qui concerne les équipements utilisés par l'exploitant mais qui ne lui appartiennent pas, la maintenance est systématiquement assurée par le fournisseur de l'équipement (talkie, photocopieurs, etc).  Toute intervention d'une entreprise extérieure est gérée par la procédure dédiée (RC010) et fait l'objet au préalable d'un plan de prévention. Ce plan de prévention permet notamment de définir les risques inhérents à l'intervention ou les besoins en EPI. A ce plan de prévention sont annexées systématiquement la consigne "conduite à tenir en cas d'accident" et le cas échéant le permis feu délivré ou l'attestation de consignation de l'équipement. Le plan de prévention définit également qui doit faire telle ou telle action (Suez ou société sous-traitante).  Les modalités de surveillance et de contrôle après travaux sont également précisées dans le plan de prévention. Par exemple, en cas de permis feu délivré, l'exploitant met à disposition un extincteur adapté aux risques à la société sous-traitante et procède à un contrôle du chantier 2h00 après la fin des travaux (ce contrôle est tracé dans le permis feu). Un permis feu est valide au maximum une journée. Si une intervention dure plusieurs jours, un permis feu est délivré chaque jour.  Toutes les opérations de maintenance périodiques sont tracées dans un fichier avec les échéances et périodicité de la maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Les entreprises extérieures ont connaissance des règles de sécurité à travers le visionnage obligatoire d'une vidéo sécurité, suivi d'un test. Ce visionnage et le test sont valides un an maximum.  En sus, la consigne "conduite à tenir en cas d'accident" est annexée au plan de prévention et doit être signée par l'entreprise extérieure et tout le personnel intervenant sur le site. Il est clairement indiqué que toute personne étrangère au site ne doit en aucun cas intervenir sur un accident / incident, ce qui implique la non manipulation des moyens internes de lutte contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.  Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>• de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Seules les sociétés BioÉnergie et Engie (centrale photovoltaïque) peuvent intervenir en direct mais uniquement sur les installations dont elle assurent l'exploitation pour le compte de l'exploitant. Une équipe d'astreinte est prévue à ce titre. Dans tous les cas, l'astreinte de l'exploitant doit également être appelée.  L'exploitant a contractualisé avec la société Brédillet (qui loue les engins d'exploitation de l'ISDND par exemple) la mise à disposition d'une équipe d'astreinte (un à deux conducteurs d'engins) . Une fois par an, l'exploitant mène un exercice incendie associant l'équipe d'astreinte de cette société tierce. Le dernier exercice date de novembre 2021, assisté par la société Assistance Conseil Formation.  Tous les six mois, un test d'évacuation de l'ensemble du personnel du site est réalisé. Ce test est réalisé en lien avec le POI du site, dont l'évacuation et la mise en sécurité du personnel (ou des entreprises extérieures) n'intervenant pas est l'une des premières étapes du schéma d'alerte. Les entreprises extérieures présentes le jour de ce test sont intégrées à l'exercice : elles sont prises en compte dans le décompte des personnes présentes sur sites et leur implication se limite à cela (à l'exception des trois sociétés évoquées précédemment qui peuvent concourir avec l'exploitant dans la maîtrise d'incident/accident. Leur périmètre d'action est défini à travers des fiches réflexes du POI). La vidéo de sécurité, obligatoire avant de rentrer sur le site, précise l'emplacement des points de rassemblement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'assure aucune formation pour le compte des entreprises sous-traitantes engagées, à l'exception d'une (cf après). A travers le plan de prévention, sont définis les habilitations/formations/certifications nécessaires pour réaliser les travaux. A titre d'exemple, si une entreprise extérieure procède à des travaux sur des installations électriques, l'exploitant vérifie que le personnel d'intervention dispose d'une habilitation électrique en conséquence.  La seule formation dispensée par l'exploitant, associant une entreprise sous-traitante (Brédillet) avec intervention technique, est une sensibilisation à l'utilisation de la lance incendie (tonne à eau) au droit de l'ISDND. De plus, une session de 3h00 est consacrée à tout le personnel assurant une astreinte (Suez et Brédillet). La société ACF aide l'exploitant dans la dispense de cette formation, qui est annuelle.  L'Inspection a sondé un exemple de plan de prévention réalisé pour des travaux sur les filtres des silos de déchets pulvérulents de l'unité PSS. Ce plan n'appelle pas de remarque particulière.  Comme indiqué précédemment, la liste de tous les plans de prévention (ou protocoles de chargement/déchargement) établis est accessible en temps réel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne gère pas les habilitations/formations/certifications des sous-traitants. Il s'assure en revanche que les entreprises extérieures disposent de ceux-ci ou des permis spécifiques (CACES par exemple).  En ce qui concerne les barrières de sécurité, l'exploitant dispose d'un tableau de suivi de ces barrières dans lequel sont précisées les opérations de maintenance ou de testabilité des barrières, avec les fréquences (ces opérations et fréquences découlent soit de la réglementation applicable, soit des recommandations formulées par les fabricants des barrières dans les notices d'utilisation). Sur ces barrières, l'exploitant sous-traite le suivi aux fournisseurs/fabricants. Sur la base de ce tableau, l'exploitant planifie sur l'année les opérations de maintenance nécessaires des barrières de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - ARF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation d'une ARF
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i><u>Demande de compléments n°1 (inspection du 10 juin 2021) :</u></i> L'exploitant transmettra l'ARF complétée dès finalisation et intégrera ses résultats dans l'ETF en cours. Cette ETF devra notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• définir les mesures de prévention et les dispositifs de protection à mettre en place ;</li><li>• mettre à jour la notice de vérification et de maintenance.</li></ul> Ces équipements devront être mis en place au plus tard 2 ans après l'ARF et l'exploitant devra faire réaliser une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur après leurs installations.
<b>Constats :</b> L'ARF a été réalisée par l'APAVE entre août 2020 et mars 2021. L'APAVE est certifiée selon le référentiel F2C. Le rapport date de janvier 2022 et a été transmis à l'Inspection mi février 2022.  L'ARF fait ressortir la nécessité de protéger plusieurs équipements ou structures. L'exploitant a déjà passé commande auprès de l'APAVE pour la réalisation d'une ETF. Il est à noter que la centrale photovoltaïque a bien été intégrée dans le périmètre de cette ARF.  L'exploitant a bien en tête à la fois les échéances suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• deux ans post-ARF (soit mars 2023) pour l'installation des dispositifs de protection définis via l'ETF</li><li>• 6 mois post-installation du dispositif pour la première vérification.</li></ul> <b>Conclusion → demande de compléments n°1 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - liste MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> l'exploitant établit la liste des MMR ou barrière de sécurité identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui s'y rapportent, qui permettent de concourir à la prévention des accidents ou d'en limiter leurs conséquences. Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des Installations Classées (IC) et fait l'objet d'un suivi rigoureux.  <u>Observation n°1 (inspection du 10 juin 2021) :</u> Les sondes de température installées depuis un an sur le malaxeur ne font pas l'objet d'un étalonnage périodique.  <u>Demande de compléments n°2 (inspection du 10 juin 2021) :</u> L'EDD de 2016 identifie qu'une détection périodique des fuites après le surpresseur doit être mise en place. L'exploitant précisera si cette barrière est en place et ses caractéristiques ou à défaut justifiera de la non mise en place.  <b>Constats :</b> L'exploitant s'est équipé d'un jeu de rechanges des sondes de température du malaxeur en septembre 2021. En parallèle, l'exploitant a fait l'acquisition d'un thermomètre à sonde, contrôlé annuellement par un organisme agréé. Celui-ci doit permettre notamment de tester les sondes du malaxeur (qui ne peuvent être étalonnées sur place). Le premier test des sondes avec ce thermomètre date d'octobre 2021 (écart max de 0,5°C). L'exploitant prévoit un test annuel des sondes du malaxeur grâce à ce thermomètre.  <b>Conclusion → observation n°1 = soldée.</b>  La détection des fuites après le surpresseur de biogaz est en place. Suez Bioénergie, qui gère le réglage du réseau de biogaz produit par l'ISDND, contrôle une fois par semaine, via un détecteur LIE, les fuites potentielles au niveau du surpresseur. En complément, deux fois par an, un contrôle est réalisé avec un appareil laser (plus performant que le détecteur LIE) sur la conduite de biogaz après le surpresseur.  <b>Conclusion → demande de compléments n°2 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - suivi MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Prescriptions :</u> ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une MMR ou barrière de sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p><u>Observation n°2 (inspection du 10 juin 2021) :</u> L'ensemble des barrières devant faire l'objet d'un test d'ensemble de chaîne d'asservissement n'est pas identifié. L'outil de suivi des tests de chaîne et des tests sur les barrières (GMAO, Synergie ?) n'est pas identifié. Par ailleurs, la GMAO ne permet pas d'identifier les barrières de sécurité à ce jour.</p> <p><b>Constats :</b> Les barrières de sécurité devant faire l'objet d'un test d'ensemble de chaîne d'asservissement sont en cours d'identification par un groupe de travail dédié. La direction technique de Suez a acté que la GMAO sera l'outil de suivi des barrières de sécurité. Celles-ci sont identifiées dans la GMAO.</p> <p><b>Conclusion → observation n°2 = partiellement soldée.</b></p>
<p><b>Observations : observation n°1 (inspection 22 mars 2022) :</b> l'exploitant doit préciser à l'Inspection les résultats des réflexions du groupe de travail dédié à l'identification des barrières de sécurité devant faire l'objet d'un test d'ensemble de chaîne d'asservissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - suivi MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Prescriptions :</u> les MMR ou barrières de sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces dispositifs sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.</p> <p><u>Demande de compléments n°3 (inspection du 10 juin 2021) :</u> L'exploitant caractérisera les barrières en matière de disponibilité et de « sécurité positive ».</p> <p><b>Constats :</b> Les barrières sont désormais intégrées dans la GMAO. Les caractéristiques des barrières (disponibilité, sécurité positive, etc) sont explicitées dans cette outil de suivi.</p> <p><b>Conclusion → demande de compléments n°3 = soldée</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - SGS / Rex**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du Rex
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.  <u>Observation n°3 (inspection du 10 juin 2021) :</u> L'ensemble des incidents du site ne sont pas listés ce qui ne permet pas de bénéficier d'une vision consolidée et intégrée ; un même incident pouvant avoir plusieurs conséquences (barrières, accident du travail, etc).  <b>Constats :</b> L'exploitant enregistre désormais dans Synergie tous les incidents / accidents survenus sur le site. Il est à noter que les outils existants seront amenés à évoluer, voire changer complètement, suite au rachat de Suez par Veolia.  <b>Conclusion → observation n°3 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - état des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance de l'état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.  L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.  <u>Observation n°4 (inspection du 10 juin 2021) :</u> Un plan de l'unité PSS, avec les quantités maximales susceptibles d'être stockées et les risques associés, pourrait permettre de compléter en première approche l'état des stocks quotidiens. Le plan de la plate-forme "terres et mâchefers" ne présente pas les principaux risques associés aux substances présentes sur chaque zone stockage.  <b>Constats :</b> Suite à la dernière inspection, l'exploitant a revu les plans de l'état de stocks de l'unité PSS et de la plate-forme "terres et mâchefers" en conséquence.  <b>Conclusion → observation n°4 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - végétation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.  <u>Observation n°5 (inspection du 10 juin 2021) :</u> Une végétation importante est constatée à proximité immédiate d'une part de l'unité de valorisation du biogaz (arbres) et d'autre part de la tuyauterie de biogaz (herbes hautes), pouvant favoriser la propagation d'un incendie vers ces installations à risques.  <b>Constats :</b> La coupe de la haie d'arbres à proximité immédiate de l'unité de valorisation de biogaz a été réalisée en février 2022. L'Inspection constate le jour de la visite que les espaces verts à proximité de cette unité sont entretenus.  <b>Conclusion → observation n°5 = soldée.</b>
<b>Observations :</b> <u>observation n°2 (inspection 22 mars 2022) :</u> l'exploitant doit rester vigilant sur l'entretien des zones enherbées ou boisées du site, en particulier lors des périodes de pousse (printemps / été).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> l'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment [...] l'organisation de tests périodiques à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...] L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.  <u>Demande de compléments n°4 (inspection du 10 juin 2021) :</u> La date retenue de l'exercice 2021 avec les services de secours sera transmise à l'inspection des installations classées.  <b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'Inspection de la date prévue pour l'exercice POI en 2021. L'Inspection a mené un contrôle dans le cadre de cet exercice (visite du 7 octobre 2021).  <b>Conclusion → demande de compléments n°4 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - bassin pompier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin pompier
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> présence de deux réserves d'eaux dédiées à la lutte contre l'incendie [...] dont un « bassin pompier » de 500 m <sup>3</sup> (situé au Sud de l'unité PSS) [...]. L'exploitant s'assure en permanence de la disponibilité de ces volumes. En vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, les deux bassins sont équipés de deux prises d'aspiration « pompier » d'un diamètre 100 mm et d'une d'une aire d'aspiration stabilisée de 32 m <sup>2</sup> (8 x 4 m).  <u>Observation n°6 (inspection du 10 juin 2021) :</u> L'aire d'aspiration du bassin pompiers de 500 m <sup>3</sup> est équipée d'une vanne à manipuler pour utiliser l'eau du bassin. Le test périodique de la vanne n'est pas prévu. Le bassin pompier de 500 m <sup>3</sup> présente de la végétation (algues) à retirer pour préserver son caractère opérationnel.  <b>Constats :</b> L'exploitant intègre désormais un contrôle mensuel du bon état de fonctionnement de la vanne du bassin pompier. Les derniers contrôles n'ont pas révélé d'anomalie particulière. Le jour de la visite, il n'est pas constaté la présence importante d'algues dans ce bassin.  <b>Conclusion → observation n°6 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suites inspection 2021 - tuyauteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des tuyauteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Prescriptions :</u> les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.  <u>Observation n°7 (inspection du 10 juin 2021) :</u> La tuyauterie de biogaz est identifiée (étiquetage) mais la tuyauterie calorifugée à proximité immédiate (eau selon l'exploitant) n'est pas identifiée ne facilitant pas l'intervention en cas d'incident.  <b>Constats :</b> L'identification du contenu (eau) de la tuyauterie calorifugée est mis en place.  <b>Conclusion → observation n°7 = soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet